

son propre programme pour compléter l'effort américain. Bien que la société *Spar* n'eût pas comparu devant le Comité, son rapport suscita beaucoup d'intérêt.

2) La fiabilité technique

Bon nombre des opposants à la participation du Canada à l'IDS ont cité des témoignages de la *Union of Concerned Scientists* et d'autres organismes américains, ou encore des études qui mettent sérieusement en doute la fiabilité technique d'un système de défense contre les missiles balistiques. Dans les cinq semaines ayant suivi l'invitation des É.-U., 780 scientifiques et ingénieurs canadiens ont signé une déclaration par laquelle ils s'opposaient à l'idée de participation et refusaient de coopérer avec le gouvernement si jamais il décidait d'accepter la proposition américaine. Les informaticiens n'ont certes pas mâché leurs mots; ainsi, quarante membres du département d'informatique de l'Université de Toronto ont envoyé au gouvernement une lettre précisant que les connaissances informatiques exigées par l'IDS dépassent les techniques actuelles et toutes celles qu'on pourra mettre au point dans un avenir prévisible.¹⁶

Si les intervenants favorables à la participation canadienne à l'IDS ont souligné que tous ces points de vue préjugeaient ce qui n'était en fin de compte qu'un programme de recherche, l'informaticien David Parnas de l'Université de Victoria a fait valoir avec insistance que les progrès nécessaires supposaient une "révolution dans le domaine des mathématiques" et que c'était une erreur de croire un tel miracle possible. M. Parnas, qui avait démissionné de son poste au sein d'une équipe de la SDIO menant des recherches informatiques sur l'intégration des moyens de combat, a formulé devant le Comité une critique dévastatrice sur la SDIO même et sur les aspects de l'IDS relatifs à l'ingénierie du logiciel.¹⁷

3) La limitation des armements

La plupart des mémoires présentés au Comité mixte ont parlé de l'incidence de l'IDS sur le processus de limitation des armements et sur les relations Est-Ouest. C'est également sur cette question que le débat est devenu le plus doctrinal. Tandis que les groupes pacifistes soutenaient que le programme de recherche ne représentait rien de moins qu'une autre étape de la prolifération alarmante des armes de toutes sortes et un obstacle de taille au progrès des pourparlers sur la limitation des armements entre les superpuissances, des organismes tels que l'Institut canadien d'études stratégiques (ICES) avançaient que les efforts américains étaient

absolument nécessaires pour faire contrepoids aux progrès des chercheurs soviétiques.

Toutefois, M. John Polanyi, professeur de chimie à l'Université de Toronto, a contesté la thèse de l'ICES en faisant observer que ni le Pentagone, ni la Commission Scowcroft, mise sur pied par le Président Reagan et ayant eu accès à tous les rapports des services de renseignement, n'avaient vu la nécessité d'accélérer les recherches sur les systèmes ABM. Il a de plus cité une étude menée par le Département américain de la Défense, qui compare, aux É.-U. et en URSS, l'évolution de 13 technologies nécessaires pour déployer un réseau perfectionné de défense contre les missiles balistiques : l'étude concluait que les Américains devançaient les Soviétiques dans douze domaines et que les deux pays étaient nez à nez dans le treizième, à savoir les dispositifs à énergie dirigée.¹⁸

En revanche, l'ancien sous-ministre de la Défense nationale, M. C.R. Nixon, a souligné que la recherche reliée à l'IDS a pour principal objet d'établir si un système de défense contre les missiles balistiques peut donner les résultats escomptés et de prouver que des systèmes efficaces de ce genre renforceraient la dissuasion en vertu du principe même de l'interdiction (deterrence denial). S'il subsiste des doutes après des recherches poussées, cette incertitude serait en soi un élément de dissuasion et de garantie pour les deux camps : un agresseur éventuel ne pourrait être sûr de réussir en attaquant le premier et il ne pourrait non plus compter sur ses propres dispositifs de défense pour se protéger des représailles.¹⁹

C'est le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement qui a formulé la répartition la plus au point, en exhortant le Canada à "promouvoir le contrôle des armements" (sic) en travaillant assidûment pour s'assurer que la recherche reliée à l'IDS ne dépassera pas des limites raisonnables. Il incomberait ainsi à notre pays de dénoncer toute violation du traité ABM et d'exprimer clairement ses craintes de concert avec ses alliés européens. Le Centre s'est dit contre la participation officielle du Canada à l'IDS et il s'est opposé à ce que le gouvernement accorde un appui quelconque aux entreprises privées désireuses d'épauler les Américains; les sociétés canadiennes pourraient cependant chercher à obtenir des contrats dans le cadre de l'IDS. En tendant officiellement la main aux États-Unis, ou en les appuyant directement dans cette entreprise, (traduction) "le gouvernement risquerait de se lier à l'IDS; dès lors, toute critique ouverte de l'IDS, voire tout éloignement par rapport à elle, seraient beaucoup plus coûteux politiquement parlant, advenant que la conjoncture rende de telles attitudes nécessaires dans l'avenir".